

CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICE DE CONCEPTION ET DE DÉVELOPPEMENT D'UNE APPLICATION MOBILE ET DE MAINTENANCE ASSOCIÉE

ACTE D'ENGAGEMENT

Objet de l'accord-cadre avec bons de commande

Conception et développement de l'application mobile de la Fédération Française de Natation et de maintenance associée.

Pouvoir adjudicateur

FEDERATION FRANCAISE DE NATATION

14 rue Scandicci – 93508 PANTIN Cedex
Tél. 01 41 83 87 70 – Fax. 01 41 83 87 69
E-mail : marvin.dorego@ffnatation.fr

Procédure de passation

Procédure adaptée – Article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Personne habilitée à donner les renseignements de l'article 130 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Marvin DO REGO – Chargé de Projet Marketing

SOMMAIRE

1. Contractant (le titulaire est une personne physique).....	3
2. Contractant (le titulaire est une personne morale).....	3
3. Contractant (le titulaire est un groupement de personnes)	4
4. Objet de l'accord-cadre avec bons de commande	6
5. Prix	6
5.1 Montant de l'offre	6
5.2 Modalités de variation des prix	6
5.3 Sous-traitance	6
5.4 Cession de créances	7
6. Durée – Délais d'exécution – Reconduction	8
6.1 Durée de l'accord-cadre avec bons de commande	8
6.2 Reconduction.....	8
7. Avance.....	8
8. Règlement des comptes	8
8.1 Délai de règlement	8
Le règlement du prix s'effectue en deux fois. 50 % au début de la prestation et 50 % après la livraison finale.	Erreur ! Signet non défini.
8.2 Mode de paiement	8
9. Acceptation de l'offre	10

1. Contractant (le titulaire est une personne physique)

Je soussigné, contractant unique, engageant ainsi ma personne, désignée dans l'accord-cadre avec bons de commande sous le nom « LE TITULAIRE »

M.
agissant en mon nom personnel,
domicilié à.....

Numéro de SIRET :.....

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et des documents qui sont mentionnés au présent acte d'engagement,

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations définies ci-après, aux conditions qui constituent mon offre.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l'attribution de l'accord-cadre avec bons de commande a lieu dans un délai de 4 mois à compter de la date limite de réception des offres finales.

2. Contractant (le titulaire est une personne morale)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi la personne morale désignée ci-dessous, désignée dans l'accord-cadre avec bons de commande sous le nom « LE TITULAIRE »

M.
agissant au nom et pour le compte de la société dénommée :.....

Ayant son siège social :

Numéro de SIRET :.....

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et des éléments qui sont mentionnés dans l'acte d'engagement,

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations définies ci-après, aux conditions qui constituent mon offre.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l'attribution de l'accord-cadre avec bons de commande a lieu dans un délai de 4 mois à compter de la date limite de réception des offres finales.

3. Contractant (le titulaire est un groupement de personnes)

NOUS soussignés,

☐ cotraitants conjoints

☐ cotraitants solidaires

engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, désignées dans l'accord-cadre avec bons de commande sous le nom « LE TITULAIRE »

1er cocontractant

(Cas d'une personne morale)

M

.....

agissant au nom et pour le compte de la société :

Ayant son siège social :

(cas d'une personne physique)

M

agissant en mon nom personnel,

domicilié à

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant (article 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics) :

☐ La société (cas de la personne morale représentée par Mou Monsieur (cas de la personne physique) , dûment mandaté à cet effet, est le mandataire du groupement conjoint.

Le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

☐ La société (cas de la personne morale représentée par Mou Monsieur (cas de la personne physique) , dûment mandaté à cet effet, est le mandataire du groupement solidaire.

2ème cocontractant

(cas d'une personne morale)

M

.....

agissant au nom et pour le compte de la société :

Ayant son siège social :

(cas d'une personne physique)

M
agissant en mon nom personnel,
domicilié à.....

3ème cocontractant

(cas d'une personne morale)

M
.....
agissant au nom et pour le compte de la société :
Ayant son siège social :

(cas d'une personne physique)

M
agissant en mon nom personnel,
domicilié à.....

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :

(Cocher la ou les cases correspondantes.)

☐ Pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
(Joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)

☐ Pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ou de l'accord-cadre ;
(Joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)

☐ Ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :
(Cocher la case correspondante.)

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché ou de l'accord-cadre ;

☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et des éléments qui sont mentionnés dans l'acte d'engagement,

- NOUS ENGAGEONS, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations définies ci-après, aux conditions qui constituent l'offre du groupement que nous avons constitué,

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l'attribution de l'accord-cadre avec bons de commande a lieu dans un délai de 4 mois à compter de la date limite de réception des offres finales.

4. Objet de l'accord-cadre avec bons de commande

Le présent accord-cadre avec bons de commande a pour objet la réalisation des prestations suivantes : contrat de prestation de service de conception et de développement d'une application mobile et de maintenance associée.

5. Prix

5.1 Montant de l'offre

L'accord cadre avec bons de commande est avec un minimum et un maximum fixés en valeur.

Les minimum et maximum en valeur de l'accord-cadre avec bons de commande sont fixés à :

Montant minimum € H.T. (€)*	Montant maximum € H.T. (€)*
30 000,00	120 000,00

**Les prix de maintenance sont compris dans les montants*

Les prestations sont rémunérées par application des prix du bordereau des prix du présent accord-cadre avec bons de commande aux quantités réellement exécutées.

5.2 Modalités de variation des prix

L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois défini au CCAP.

Les modalités de révision de prix sont définies au CCAP.

5.3 Sous-traitance

Le titulaire :

☐ n'envisage pas de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

☐ envisage de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

Dans le cas de sous-traitance, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que le titulaire, mandataire ou cotraitant envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement et les noms de ces sous-traitants ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le tableau constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

Le titulaire annexe au présent acte d'engagement les actes spéciaux de chacun des sous-traitants (cf. modèle ci-joint). Chaque annexe constitue une demande

d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée acceptée par la notification du contrat et qui prendra effet à la date de notification.

☐ Cas d'une entreprise unique :

Nature de la prestation	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation T.T.C
	TOTAL =	

☐ Cas d'un groupement :

Entreprise Sous-traitée	Nature de la prestation	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation T.T.C
		TOTAL =	

5.4 Cession de créances

Le montant maximal des créances qui pourront être présentées au nantissement ou cédées sera respectivement de :

☐ Cas d'une entreprise unique ou d'un groupement solidaire sans répartition des paiements

..... €
H.T

☐ Cas d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire avec répartition des paiements

Désignation de l'entreprise et des prestations réalisées	Montant maximal

6. Durée – Délais d'exécution – Reconduction

6.1 Durée de l'accord-cadre avec bons de commande

La durée de validité de l'accord-cadre avec bons de commande est la période pendant laquelle le pouvoir adjudicateur peut notifier au titulaire des bons de commande.

Elle est fixée à 2 an(s).

Le délai d'exécution de l'accord-cadre avec bons de commande court à compter de sa date de notification.

6.2 Reconduction

L'accord-cadre avec bons de commande pourra être reconduit 1 fois sans que la durée totale ne puisse excéder 4 ans.

La reconduction est tacite. L'accord-cadre avec bon de commande sera reconduit automatiquement à chaque fin de période.

Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction de l'accord-cadre avec bons de commande.

7. Avance

Le présent contrat ne fait pas l'objet d'une avance.

8. Règlement des comptes

8.1 Délai de règlement

Le règlement du prix s'effectue en trois fois. 20 % à la commande, 30 % à la livraison de la première version et les 50 % restant représentant le solde après la livraison finale.

8.2 Mode de paiement

☐ Cas d'un titulaire unique :

Le président se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre avec bons de commande par virement bancaire établi au nom du titulaire.

DESIGNATION DU PRESTATAIRE	REFERENCES BANCAIRES
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	

☐ Cas d'un groupement solidaire sans répartition des paiements :

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre avec bons de commande :

- ☐ par virement bancaire établi au nom du mandataire du groupement solidaire.
☐ par virement bancaire établi au nom du groupement solidaire.

DESIGNATION DU PRESTATAIRE	REFERENCES BANCAIRES
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse	

☐ Cas d'un groupement conjoint :

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre avec bons de commande par virement bancaire établi au nom de chacun des membres du groupement selon la répartition suivante :

DESIGNATION DES COTRITAITS	PRESTATIONS CONCERNEES ET MONTANT en HT	REFERENCES BANCAIRES
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse		
Nom de l'entreprise Raison sociale Adresse		

Dans le cadre de l'accord-cadre avec bons de commande, les membres du groupement peuvent n'indiquer que la répartition des prestations, sans en préciser le montant.

Je m'engage à accepter et exécuter sans aucune réserve les dispositions prévues par les pièces contractuelles listées au CCAP, et à certifier l'intangibilité des mentions apportées aux pièces contractuelles, y compris celles qui ne font pas l'objet de signature.

Fait en un seul original

A, Le.....

Signature(s) du titulaire, ou, en cas de groupement d'entreprises, du mandataire habilité ou de chaque membre du groupement

.....
.....
.....

9. Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A.....

Le

Le président

Date d'effet de l'accord-cadre avec bons de commande

Reçu notification de l'accord-cadre avec bons de commande le :

☐ Le prestataire

☐ Le mandataire du groupement

Cachet et signature :

Ou

Reçu l'avis de réception postal de la notification de l'accord-cadre avec bons de commande signé le :

☐ Par le prestataire.

☐ Par le mandataire du groupement destinataire.

Annexe à l'acte d'engagement

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

A – Identification du pouvoir adjudicateur

- Désignation du pouvoir adjudicateur :
FÉDÉRATION FRANCAISE DE NATATION
- Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics (nantissement ou cessions de créances) :

B - Objet du marché public ou de l'accord cadre :

Objet : Conception et développement de l'application mobile de la Fédération Française de Natation et de maintenance associée.

C - Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :
(cocher la case correspondante)

- ☐ une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat.
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D – Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord cadre

- Nom commercial et dénomination sociale :
- Numéro de SIRET :
- Adresse de l'établissement :
- Adresse du siège social (si elle est différente de l'établissement) :
- Adresse électronique :
- Numéro de téléphone :

– Numéro de télécopie :

En cas de groupement d'entreprises, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations :

E - Identification du sous-traitant

- Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant :

- Adresse de l'établissement :

- Adresse du siège social (si elle est différente de l'établissement) :

- Adresse électronique :

- Numéro de téléphone :

- Numéro de télécopie :

- Numéro de SIRET :

- Forme juridique du sous-traitant :

- Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

- Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : (Indiquer le nom, le prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant)

- Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct (article 115 du code des marchés publics)

(Cocher la case correspondante.)

☐ OUI ☐ NON

F – Nature et prix des prestations sous-traitées

- Nature des prestations sous-traitées :

.....
.....
.....

- Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

a) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- ...Taux de la TVA :
- ...Montant maximum HT :
- ...Montant maximum TTC :

b) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de travaux sous-traités relevant de l'article 283-2 nonies du Code Général des Impôts.

- ...Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire)
.....
- ...Montant maximum Hors TVA :
.....

- Modalités de variation des prix :

.....
.....
.....

G – Conditions de paiement

- Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)

.....

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

- Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

.....
.....
.....

- Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

(Cocher la case correspondante.)

☐ OUI..... ☐ NON

H – Capacités du sous-traitant

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

.....
.....
.....
.....

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts et aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-9, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le

lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;
- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

i) Que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116 du code des marchés publics, en produisant en annexe du présent document :

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 106 du code des marchés publics qui est joint au présent document ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A

A

Le

Le

Le sous-traitant :

.....

Le candidat ou le titulaire :

.....

Le représentant du pouvoir adjudicateur, compétent pour signer le marché,
accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A..... , le

Le représentant du pouvoir adjudicateur :

L - Notification de l'acte spécial au titulaire

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :
(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A, le